

de la médecine d'État, le corps médical anglais a fait des progrès. Beaucoup de médecins ont attesté que le médecin de famille a gardé son indépendance, que les relations entre médecins et malades se sont maintenues ou même améliorées.

Le D^r H. A. Clegg, qui détient le poste très important de rédacteur du journal de l'Association des médecins de Grande-Bretagne, a déclaré ce qui suit:

Aucun médecin anglais réfléchi ne songerait un instant à abandonner le service national d'hygiène.

En réponse à un critique qui disait que les médecins anglais avaient perdu du prestige, le D^r Clegg a déclaré ce qui suit, d'après les comptes rendus des journaux, qui citent textuellement ses paroles:

C'est là une déclaration complètement fallacieuse et partielle, émanant de quelqu'un de foncièrement prévenu contre le service national d'hygiène.

Ces remarques, entre bien d'autres, indiquent dans l'ensemble que le plan britannique donne de bons résultats, du point de vue de ses premiers adversaires. Tous ont admis que les améliorations en cours de réalisation se poursuivront. Mais le plan a été mis à l'essai et jugé utile, autant que bien-faisant. Cela confirme mon opinion personnelle, que j'ai acquise durant une visite prolongée en Grande-Bretagne l'an dernier et en 1948. En 1948, bien des gens en Grande-Bretagne étaient mal renseignés sur ce qui se passait en ce domaine. Six ans plus tard, le programme était non seulement compris mais chaudement approuvé par des gens de toute sorte et de toute catégorie sociale.

Je trouve effrayant qu'à notre époque, des milliers et des milliers de Canadiens redoutent les frais de traitements médicaux et surtout hospitaliers qui pourraient leur faire grand bien. Les frais médicaux, de consultations et de traitements, viennent d'augmenter tout récemment. Je ne critique pas cela. Tout le reste a renchéri et le corps médical a droit à ses honoraires. Mais je soutiens que les honoraires actuellement en vigueur ne peuvent être acquittés, comme le D^r Grégoire l'a dit, par 80 p. 100 des Canadiens, et il est temps d'y pourvoir.

On dit que cela coûtera cher. Eh bien, la dernière estimation que j'en ai entendue était bien supérieure à ce qu'elle était en 1945, naturellement. Sauf erreur, le ministre a dit l'an dernier que le montant dépasserait 600 millions. Le Bureau fédéral de la statistique nous dit aujourd'hui que les citoyens du Canada consacrent 675 millions à ce domaine.

L'hon. M. Martin: Le montant est de 840 millions.

M. Coldwell: Je n'avais pas pris connaissance de ce dernier chiffre.

L'hon. M. Martin: L'honorable député a raison. Le chiffre que j'ai mentionné en 1951 a été mis à jour tout dernièrement: il est de 840 millions.

M. Coldwell: Fort bien. S'il en est ainsi, il faudra relever d'une façon correspondante le chiffre de 675 millions que je viens de citer. Si la population du Canada consacre ce montant à ce domaine, elle dépense autant que coûterait, aujourd'hui du moins, le programme de santé et elle n'en obtient qu'un service bien insuffisant. Pourtant, même si pour faire bénéficier toute la population de ces avantages complets, il fallait dépenser un milliard, n'affectons-nous pas volontiers en moyenne deux milliards à la défense nationale? Je ne nie pas que cela s'imposait mais j'affirme que la meilleure forme de défense sur laquelle le Canada ou n'importe quel autre pays puisse compter, c'est une population saine et vigoureuse. Nous avons constaté lors de la dernière guerre que plus de la moitié des volontaires pour outre-mer ont été refusés parce qu'ils ne répondaient pas aux normes de santé imposées relativement au service outre-mer durant la première partie du conflit. Je dis donc que c'est le meilleur moyen de défense.

L'hon. M. Martin: Je sais que l'honorable député veut être juste. Je n'ai pas voulu l'interrompre plus tôt. Je tiens seulement à lui dire que j'ai déjà par deux fois nié l'extrait de journal qu'il cite. Je n'ai jamais dit que le concours de toutes les provinces était nécessaire.

M. Coldwell: Je suis très heureux d'entendre cela parce que je citais le *Globe and Mail*. (Exclamations). J'ai une coupure semblable, du *Star-Phoenix* de Saskatoon. C'est une dépêche de la *Presse canadienne*. Ces deux journaux, l'un par son propre journaliste, l'autre par l'intermédiaire d'une dépêche de la *Presse canadienne*, citent le ministre de la même façon. La dénégation du ministre me fait plaisir car elle m'aidera sensiblement à dissiper l'idée qu'il nous faudra attendre pour instaurer ce régime, que la dernière province se soit ralliée.

J'ai parlé de la Saskatchewan. J'aurais pu parler de l'Alberta et de la Colombie-Britannique qui ont aussi des programmes d'hospitalisation protégeant d'une façon ou d'une autre les gens de ces provinces. Même sous l'ancien régime de la Commission de Gouvernement, Terre-Neuve, avait un programme, fort insuffisant cependant, je crois. Quatre provinces au moins ont déjà posé les fondements d'un régime national de santé.

J'ai été surpris d'apprendre que le parti libéral d'Ontario, province qui, je l'espérais, serait la suivante à emboîter le pas, peut-être